

Paris, le 5 septembre 2019

Madame, Monsieur,

lors de sa séance plénière du 4 septembre 2019, la Commission nationale du débat public vous a désignés garants du processus de participation du public par voie électronique (« PPVE ») pour le projet de Zone d'Aménagement Concerté (« ZAC ») « Village olympique JOP 2024 » sur les communes de Saint-Denis et Saint-Ouen, dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale commune présentée par la SOLIDEO et le Département de la Seine Saint-Denis au Préfet de Seine-Saint-Denis, respectivement sur la ZAC proprement dite et un ouvrage de franchissement de la Seine. Ce projet constitue un équipement majeur des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (« JO 2024 »).

Je vous remercie d'avoir accepté cette mission d'intérêt général sur ce projet aux enjeux socio-économiques majeurs pour le Nord parisien et je souhaite vous préciser les attentes de la CNDP pour celle-ci.

La PPVE pour ce projet a été décidée en application des articles 9 et 12 de la loi n°2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des JO 2024 qui disposent que le garant rédige une « **synthèse des observations et propositions déposées par le public [qui] mentionne les réponses, le cas échéant, les évolutions proposées par le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme pour tenir compte des observations et propositions du public** ». Ces articles renvoient également à l'article L.123-19 du Code de l'environnement (« CE »), qui précise les modalités selon lesquelles s'organise cette PPVE.

**Rappel des objectifs de la PPVE :**

Selon le Code de l'environnement, une procédure de PPVE intervient pour les projets, plans ou programmes non soumis à enquête publique. Son objectif est donc similaire, mais ses modalités diffèrent. Pour rappel, l'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public, ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers, lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage (MO) et par l'autorité compétente pour prendre la décision (art. L.123-1 CE).

.../...

Mme Sylvie DENIS-DINTILHAC et M. Jean-Louis LAURE

Garants de la PPVE

Projet de ZAC Gare des Mines – Fillettes et Arena II JO 2024, dans le secteur la Chapelle – Porte d'Aubervilliers

En comparaison à la concertation préalable, cette phase d'enquête publique, tout comme celle de la PPVE, permet d'associer le public, certes en amont de la décision de l'autorité compétente, mais en aval de la discussion sur l'opportunité (art. L.121-15-1 CE).

Pour autant, la CNDP souhaite que l'autorité organisatrice de cette participation vous associe à sa définition et à son organisation afin de permettre le respect du droit à l'information et à la participation du public. Cette lettre de mission vise donc à vous aider dans l'exercice de vos fonctions.

### ***Votre rôle et mission de garants :***

Dans le cadre de l'article L.123-19 du Code de l'environnement, la définition des modalités de participation revient à l'autorité organisatrice de la PPVE.

En revanche, votre rôle ne peut en aucun cas être assimilé à celui de « caution démocratique », ni réduit à celui d'observateur du dispositif de concertation. En tant qu'experts des processus de participation, vous êtes à même de prescrire des modalités de la participation, dont vous ferez part à l'autorité organisatrice de la PPVE, l'incitant d'ailleurs à associer le MO à cette réflexion.

À cette fin, votre analyse précise du contexte, de la nature des enjeux et des publics spécifiques vous sera d'une grande aide. Si vous le pouvez, il est donc important que vous puissiez aller à la rencontre de tous les acteurs concernés et prendre connaissance des résultats des précédentes procédures de concertation sur ce projet afin d'identifier avec précision les thématiques et les enjeux qu'il apparaît souhaitable de soumettre à la PPVE. Dans tous les cas, cette analyse vous permettra d'accompagner et de guider le MO dans l'élaboration du dossier de PPVE afin qu'il respecte le droit à l'information du public, c'est-à-dire les principes d'accessibilité, de clarté et de lisibilité des informations mises à disposition du public. Pour cela, je vous rappelle que l'article L.123-19 du Code de l'environnement dispose qu'un accès numérique et, sur demande, papier de ce dossier doit exister pour tous.

J'attire ici tout particulièrement votre attention sur les enjeux majeurs qu'emporte ce projet, tant environnementaux, que socio-économiques ou d'aménagement urbain, pouvant avoir des effets sur le déroulement et la qualité de la PPVE. Pour n'en citer que quelques-uns :

- L'articulation entre eux des nombreux chantiers prévus sur le secteur du projet, les impacts possibles pour les riverains et les usagers des infrastructures de transport ;
- L'accessibilité du quartier en phase d'exploitation du projet, avec la création d'une passerelle de franchissement de la Seine et la modification des déplacements avec la délocalisation de certaines installations, équipements et activités, de façon temporaire ou définitive ;
- Les risques associés à la pollution des sols, liée au passé industriel du site ;
- Les interrogations sur l'héritage du site après les jeux : équilibre entre logements, espaces publics, espaces naturels et activités,
- Le rythme auquel sont menés les projets d'équipements en vue des JO 2024, justifié par des délais très contraints, et ne devant pas affecter le respect du droit à l'information et à la participation,
- La période des congés des fêtes de fin d'année peu propice à la mobilisation du public.

Ces éléments et d'autres justifient, au premier abord et en accord avec votre appréciation de terrain :

- **L'organisation de dispositifs participatifs en présentiel**, comprenant au moins une réunion publique d'ouverture – devant aborder notamment la présentation de l'outil informatique utilisé – et une de clôture, de manière à animer la démarche numérique et permettre l'inclusion du public le plus large possible, instaurer une relation de confiance, pallier les limites

de l'outil numérique en matière de mobilisation ;

- **L'attachement à débattre avec le public des enjeux de la ZAC Village olympique dans son ensemble**, au travers par exemple : des espaces publics, du phasage des travaux, du projet de gare Pleyel dans le cadre du Grand Paris.

Par ailleurs, selon les dispositions de l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le public doit être informé des modalités et de la durée de la participation par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur les modalités de la PPVE au minimum 15 jours avant le début de cette dernière. Il vous appartient de veiller à la pertinence du choix des lieux et espaces de publication, à leur éventuelle démultiplication et publication locale, afin que le public le plus large soit clairement informé de la démarche participative. Cet avis doit mentionner le projet, les coordonnées des autorités compétentes et des garants, la ou les décisions qui peuvent être adoptées par la suite, l'ensemble des conditions dans lesquelles les informations seront partagées au public, l'adresse du site où peut être consulté le dossier, les éléments d'incidence du projet sur l'environnement et les lieux de consultations de l'étude d'impact et de l'avis de l'Autorité environnementale.

Votre mission s'achève par la rédaction de la synthèse des propositions du public, des réponses apportées par le MO et le cas échéant des évolutions proposées par le MO. Vous pouvez pour cela vous inspirer des logiques de rédaction d'un bilan de concertation préalable, qui supposent de résumer, outre la méthodologie retenue pour permettre la participation du public, votre appréciation indépendante sur la qualité de ce processus mené par le MO et, le cas échéant, les évolutions du projet qui résultent de ce processus. Cette synthèse est transmise au MO qui la rend publique.

La CNDP vous confie donc une mission de prescription à l'égard de l'autorité organisatrice de la participation du MO et des parties prenantes, afin de veiller aux principes fondamentaux de la participation :

- le respect des principes du droit à l'information et à la participation du public reconnu par la réglementation française (Convention d'Aarhus, Charte de l'environnement, Code de l'environnement) ;
- tout en liaison avec le MO, l'exigence d'une totale indépendance et neutralité ;
- le respect des principes et des valeurs de la CNDP : indépendance, neutralité, transparence, égalité de traitement et argumentation.

Pour cela, le MO – par l'intermédiaire de la CNDP – vous indemnise et vous défraie selon des montants fixés dans l'arrêté du 29 juillet 2019, relatif aux frais et indemnités des membres de la CNDP et des CNPD, des délégués régionaux et des garants désignés par la CNDP. La charge de l'organisation matérielle de la concertation revient au MO, qui verse l'indemnité relative à la mission des garants à la Commission nationale du débat public, qui la transfère ensuite à ces derniers.

### ***Relations avec la CNDP :***

Dans le cadre de cette mission particulière qui vous est confiée, il est nécessaire que nous puissions conserver un contact régulier afin que vous nous teniez informés du bon déroulement de la PPVE (qualité du dossier, définition des modalités numériques, qualité des réponses apportées, sujets principaux et points de conflit potentiel). L'équipe de la CNDP se tient à votre disposition, notamment en cas de difficulté particulière.

Vous remerciant encore pour votre engagement au service de l'intérêt général, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée *et la plus cordiale*.

La Présidente,



Chantal JOUANNO